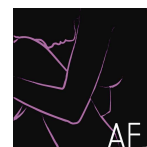


LES MEMBRES DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



01 45 49 52 21 / contre.la.traite@secours-catholique.org / www.contrelatraite.org



COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COLLECTIF DU 29 SEPTEMBRE 2014

Paris, le 6 octobre 2014

Objet de la rencontre du 29 Septembre 2014 :

- Lancement du site internet nouvelle formule le 1er octobre 2014.
- Point sur les démarches auprès des Ministères de la Justice et de l'Intérieur.
- Démarches à réaliser auprès de la Ministre des Affaires sociales, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de l'Emploi
- Demande de rencontre avec la Secrétaire Générale de la MIPROF et la Coordination Nationale, pour en savoir plus sur la mise en œuvre du plan, les moyens, les financements.
- Préparation d'un courrier à la CNCDH (chargée du suivi de la mise en œuvre du plan contre la traite en France).
- La traite des mineurs, en France, dans le cadre du suivi de la Convention des droits de l'enfant.
- Collaboration du Collectif avec les syndicats
- Initiatives des membres
- Elargissement du Collectif

Prochaines rencontres du Collectif :

- Dans la suite de la démarche en cours, rencontre d'une délégation du Collectif avec des membres du Cabinet du Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve : le Jeudi 23 octobre 2014, à 16h, au Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, avec **Raphael SODINI, Conseiller immigration et asile (correspondant traite) ; Jean-Julien XAVIER-ROLAI, Conseiller juridique ; François MINSAR ou un collaborateur du Conseiller Police ; Luc DEREPA, directeur général des étrangers en France.** (Même délégation du Collectif car il s'agit d'approfondir et illustrer les points présentés lors de la rencontre avec le Ministre, et en particulier la question des mineurs : Secours Catholique, CCEM, Hors la Rue, OICEM, AFJ, Amicale du Nid).
- Prochaine **réunion plénière du Collectif le Vendredi 7 novembre 2014, de 10h à 12h30**, au Secours Catholique, 106 rue du Bac 75341 Paris cedex 07, salle 3002.

- Rencontre d'une délégation du Collectif avec la **CFDT le 20 janvier 2015** à 10h, à la CFDT, 4 boulevard de la Villette, 75019 Paris avec **Jean-Louis MALYS** (Secrétaire national) et **Yvan KAGAN**, Secrétaire confédéral, Service Economie et Société ; chargés de la question de la lutte contre la traite des êtres humains.

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU COLLECTIF DU 29 SEPTEMBRE 2014

1/ LANCEMENT DU SITE INTERNET NOUVELLE FORMULE LE 1ER OCTOBRE 2014.

A partir du 1^{er} octobre le site contrelatraite.org nouveau remplace l'ancien.

Le site est présenté à chacun et quelques points d'attention sont listés :

- Dans la rubrique « nos membres », chacun vérifie que les informations sont exactes et que ce sont des contacts publics.
Chaque membre peut transmettre aussi des documents complémentaires : le rapport d'activité de l'année 2013, la présentation de son réseau international si une action contre la traite est menée au niveau international.
- Le site comporte une version anglaise. Chacun est invité à la relire et transmettre les traductions en anglais des textes qu'il soumet à chaque fois que possible.
- Dans la rubrique « Droit », seront ajoutés les textes et documents à jour de GRETA, ONUDC, OSCE...
- Le site sera officiellement lancé à l'occasion de la prochaine Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains. Tous les membres du Collectif sont invités à adapter le texte proposé pour faire connaître le site à ses réseaux et au delà. Stéphanie Selle propose une base de texte que chacun pourra adapter.

A suivre :

Transmettre à contre.la.trait@secours-catholique.org et genevieve.colas@secours-catholique.org pour chaque association membre le contact : prénom, nom, adresse Email, numéro de téléphone ; le rapport d'activité 2013 ; la présentation et le site web du réseau international auquel est liée l'association. Vérifier que la redirection vers votre site est effective tant dans la version française qu'anglaise. En cas de difficulté, nous alerter de même par Email.

Chacun est invité à transmettre à ses interlocuteurs et intégrer sur son site le communiqué proposé adapté à son organisation pour faire connaître le site et l'action du Collectif.

Voir ci-joint en annexe 1. N'hésitez pas à nous faire part de toute modification souhaitable.

2/ POINT SUR LES DEMARCHES AUPRES DES MINISTRES DE LA JUSTICE ET DE L'INTERIEUR.

- Une délégation du Collectif a rencontré le 11 septembre Claire D'urso, Conseillère législation pénale et aide aux victimes, au Cabinet de Christiane Taubira, Ministre de la justice.

Voir le document de constats et propositions en annexe 2

- Une délégation du Collectif a rencontré le 29 septembre avec Monsieur Bernard Cazeneuve, Ministre de l'intérieur et Pierre-Antoine MOLINA, Directeur adjoint du Cabinet ; Raphael SODINI, Conseiller immigration et asile (correspondant traite) ; Jean-Julien XAVIER-ROLAI, Conseiller juridique ; François MINSARD, Conseiller Police ; Luc DEREPA, directeur général des étrangers en France

Voir le document de constats et propositions en annexe 3

*Une prochaine rencontre avec les conseillers du ministre est prévue le jeudi 23 octobre 2014 pour illustrer et approfondir les points abordés, en particulier au niveau de la traite des mineurs.
Raphael SODINI est le référent traite des êtres humains au Ministère de l'intérieur.*

3/ DEMARCHES A REALISER AUPRES DE LA MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU MINISTRE DE L'EMPLOI

- La Ministre des Affaires sociales est aujourd'hui la Ministre de tutelle de la MIPROF. Une demande de rendez-vous avec Marisol Touraine est à prévoir afin de lui demander quelle prise en charge de son ministère sur la traite qui était par le passé reliée au Ministère des Droits des femmes.
- Une autre démarche est à prévoir auprès du Ministère des Affaires Etrangères, car la traite des êtres humains ne peut être combattue qu'à un niveau transnational.
- Une autre démarche est à prévoir auprès du Ministère de l'Emploi, pour toutes les formes d'exploitation autour du travail.

4/ DEMANDE DE RENCONTRE AVEC LA SECRETAIRE GENERALE DE LA MIPROF ET LA COORDINATION NATIONALE, POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN, LES MOYENS, LES FINANCEMENTS.

- Le Collectif souhaite savoir où en est la mise en œuvre du Plan et quels moyens y sont attribués. Le Collectif invitera donc la secrétaire générale de la MIPROF, Mission Interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, et Eric Panloup, Coordonnateur national "Lutte contre la traite des êtres humains" à rencontrer le Collectif la seconde quinzaine de novembre.

5/ DEMARCHE AUPRES DE LA CNCDH, CHARGEE DU SUIVI DU PLAN CONTRE LA TRAITE EN France.

- Conformément à la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes qui prévoit que les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour mettre en place des rapporteurs nationaux ou mécanismes équivalents pour évaluer la politique mise en œuvre et faire un rapport périodique, la CNCDH est chargée de cette évaluation.

Un rendez-vous sera donc pris début 2015 avec cette institution pour savoir comment elle pense procéder et déterminer quelle contribution du Collectif est souhaitable.

6/ LA TRAITE DES MINEURS, EN FRANCE, DANS LE CADRE DU SUIVI DE LA CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT.

- Une démarche a été lancée en juillet pour participer à la rédaction d'un rapport alternatif de suivi de la Convention Internationale des droits de l'Enfant sur les questions de traite des mineurs, mineurs isolés étrangers... La date de présentation du rapport à Genève a été repoussée à mars 2015, ce qui laisse un peu plus de temps.
- ECPAT a engagé l'étude sur la prise en charge des mineurs victimes de traite en France. Elle rencontre les associations à Paris, Bordeaux, Marseille, Lille et Nancy. Elle a commencé à rencontrer des associations du Collectif.
- Le point de contact français du Réseau européen des migrations (REM) organise une conférence nationale sur « L'identification et l'orientation des victimes de la traite des êtres humains en France et dans l'UE ». Ceux qui y participent sont invités à faire un compte-rendu lors de la prochaine réunion du Collectif, en particulier en ce qui concerne les mineurs.

*Le sujet sera repris à la prochaine réunion du Collectif, le 7 novembre 2014. Chacun est invité à contribuer en transmettant tout document utile
à contre.la.traite@secours-catholique.org
et genevieve.colas@secours-catholique.org*

7/ COLLABORATION DU COLLECTIF AVEC LES SYNDICATS

- Suite à la rencontre de Jean-Louis MALYS, Secrétaire national de la CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) et Yvan Kagan (Secrétaire confédéral, Service Economie et Société) le 1^{er} octobre, un compte rendu sera transmis au Collectif. Geneviève Colas, Sylvie O'Dy et Ella Adler participent à cette rencontre.

Ceux qui sont intéressés de participer à des rencontres avec d'autres syndicats sont invités à le faire savoir.

8/ INITIATIVES DES MEMBRES

- Le CCEM, Comité Contre l'Esclavage Moderne, est actuellement partenaire d'un projet cofinancé par la Commission européenne et le Ministère des Affaires étrangères de France concernant une déclaration des Balkans sur la suppression de la traite et l'exploitation des êtres humains. Les pays ciblés sont la Serbie, la Macédoine en la Croatie, la Bosnie-Herzégovine. Ce projet a pour but de renforcer les sociétés civiles de ces 4 pays par des actions de formations.

Une déclaration a été créée, afin de rapporter le plus possible de signatures (à ce jour plus de 100). Elle contient 29 recommandations avec un volet droit de l'homme, traite des êtres humains, principalement sous l'angle des victimes, ainsi qu'un travail sur la protection des données. A l'occasion de ce projet, une application Smartphone sera potentiellement créée visant à sensibiliser le jeune public.

Bénédicte Bourgeois transmettra le document en français et anglais qu'elle souhaite mettre sur le site internet (avec un petit résumé et un lien) pour proposer de signer cette déclaration.

- Les Sœurs du Bon pasteur au niveau européen, avec le réseau Renate, préparent actuellement un repérage des actions de lutte contre l'exploitation des femmes dans les 17 pays européens : étude du contexte, situation des victimes, profil des trafiquants, réponses des pays concernés, statistiques...
- L'ACPE propose un colloque le 16 octobre 2014 sur la prostitution des mineurs en France et lance une campagne nationale. Renseignements et inscriptions sur inscriptionacpe@gmail.com.
Le programme du colloque ne fait pas explicitement référence à la question de la traite des êtres humains. Pour qu'il soit fait référence aux actes du colloque sur le site contre la traite, le lien avec la traite des êtres humains devra être clairement présenté (petite introduction au moins).
- ECPAT lance une plateforme pour internet européenne réunissant 18 pays, en coopération avec Europol et Interpol, afin de recueillir des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants dans le tourisme. L'adresse est www.reportchildsextourism.eu pour le site en anglais et français actuellement prévu aussi en espagnol, russe et allemand.

9/ ELARGISSEMENT DU COLLECTIF A SOS ESCLAVES

- Annick Fougeroux a présenté son association en présence de Marie Hienfray.

Le Collectif propose que SOS Esclaves ait un statut de membre observateur pendant un an à dater du jour où l'association confirme son souhait d'entrer dans le Collectif.

L'association apparaîtra alors comme membre observateur dans le site internet du Collectif.

Un an plus tard, un vote aura lieu pour décider si l'association rentre comme membre du Collectif au même titre que ceux qui en font partie depuis plusieurs années.

L'association déterminera un de ses membres comme point de contact.

Elle transmettra sous format informatique son rapport d'activité 2013 dans un format diffusable à l'extérieur (afin que celui-ci puisse apparaître sur le site internet) en mettant en avant les activités concernant la traite des êtres humains. Durant cette année d'observation, l'association participera régulièrement et activement aux activités du Collectif mais n'est pas mandatée pour représenter le collectif, ne prend pas part aux votes ; cette année lui permettant de découvrir les autres associations membres et les positions qui se construisent et se défendent en Collectif.

A noter : les outils élaborés précédemment par le Collectif seront utilisés jusqu'à rupture de stock.

PARTICIPANTS A LA RENCONTRE DU COLLECTIF DU 5 SEPTEMBRE

ACPE et COFRADE : Raffaella Tatangelo

CCEM : Bénédicte Bourgeois

ECPAT France : Alice Tallon

Hors la Rue : Bénédicte Cabrol

OICEM : Andréa Couzy

Mouvement du Nid : Pierre Albert

Planète enfants : Stéphanie Selle et Léa Benassem

Bon Pasteur et Champs de Booz : Marie-Hélène Halligon

Secours Catholique : Geneviève Colas (coordination du Collectif) et Constance Mazard

A partir de 11h30 pour présenter leur association

SOS Esclaves : Anick Fougeroux et Marie Hienfray

Geneviève Colas et Constance Mazard
Pour le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »